

## TIZI-OUZOU

# Vaste programme de pénétration de gaz

**Le taux de pénétration de gaz de ville qui est de 20% atteindra 60% dans la wilaya de Tizi-Ouzou au terme de la réalisation du vaste programme, d'ici à 2009, taux jamais attribué à aucune autre région du pays, selon le DMI qui dressait le bilan et le plan d'action de son secteur en réunion spéciale de l'exécutif de wilaya élargie.**

La wilaya dispose, dans le cadre de divers plans en cours et de quelques petits reliquats antérieurs, de 3150 km à réaliser avec 45 000 foyers à raccorder, c'est-à-dire autant que tout ce qui a été réalisé depuis l'indépendance, selon la même source. Ce programme inhabituel entièrement placé auprès de Cosider, Kahrif et Kanagaz touchera 55 communes, sur les 67 que comp-

te la wilaya, en distribution ou en extension, est évalué à 18 milliards de dinars dont 11 sont déjà acquis, précise le directeur de l'industrie et des mines.

En matière d'électricité, le même responsable signale de façon un peu confuse, un reste à réaliser de 30 km sur l'année 2006, un programme de 30 autres kilomètres destiné aux lotissements sociaux, 180 km du programme de

soutien à la croissance et 95 km du programme 2007.

S'agissant du volet minier, le même responsable signale l'existence de neuf carrières, trois à l'arrêt, cinq en fonction qui ne fournissent pas d'agrégats faute d'approvisionnement en explosifs, une carrière de verre s'ouvrira incessamment à Bounouh, daïra de Boghni, qui s'occupera subsidiairement de la récupération des quantités de bouteilles jetées un peu partout à travers la wilaya. Dans son plan d'action, encore une fois confus, il annonce l'entrée en action impérativement, dès le mois de mars, de quatre carrières dont trois consacrées aux agrégats, elles produiront

16 000 m<sup>3</sup>/mois sous réserve de l'approvisionnement en explosifs. Parmi ces dernières, deux seraient de très bonne qualité, avec une capacité globale de 530 000 tonnes, faisant malheureusement l'objet d'oppositions dont une de la part d'un président d'APC.

Le bilan présenté par les travaux publics est reconnu unanimement positif suscitant tout de même des remarques visant l'entretien défaillant, l'aménagement des accotements souvent absents et le renforcement de la signalisation verticale et horizontale très insuffisante. Des propositions d'évitement des villes de Boghni, Draâ-El-Mizan et Larbaâ-Nath-Irathen, d'aménagements des routes nationales 33 et 34, abandonnées pour cause d'insécurité ainsi que de la partie de la RN 15 allant de Ain-El-Hammam jusqu'à Akbou ont été formulées par les participants à la réunion. Le programme neuf PCD s'élève à 281 milliards avec un minimum de 4 milliards de centimes par commune. Le programme neuf sectoriel se chiffre à 2434 millions de dinars, il consiste en huit grandes opérations parmi lesquelles figure la prolongation de l'autoroute de la RN 12 sur 37 km jusqu'à l'hôpital d'Azazga avec 12 échangeurs, 6 ponts et beaucoup de propositions émises par les présents. L'urbanisme aura été en revanche, très sévèrement critiqué notamment par le wali pour l'éparpillement des opérations sans impact réel et la dispersion des efforts. Il faut changer de méthodes, conduire les grandes opérations en coordination avec l'hydraulique, la Sonelgaz et les P et T afin d'obtenir un impact réel et durable économiquement et socialement profitable pour la population, dira, en substance, le chef de l'exécutif reléguant les petites opérations aux plans communaux de développement.

En 2007, tous les grands centres urbains doivent être repris totalement en matière d'aménagement urbain, et engager des opérations pour attirer de grandes entreprises capables de fournir un travail de qualité dans les délais. Le développement ne se résume pas uniquement à la consommation des crédits, il doit se traduire par des progrès concrets et durables sur le terrain, souligne-t-il.

Dans le domaine de l'éradication de l'habitat précaire, dont on ne cesse pas de parler depuis le début des années 1980, on constate malheureusement que 19 daïras sur 21 et 39 communes sur 67 sont concernées par plus de 7000 foyers dont les habitants à l'image des occupants des 680 bidonvilles longeant l'oued Sébaou, vivent dans des conditions infra-humaines.

B. T.

## GHARDAÏA

## UNE NOUVELLE SUCCURSALE DE LA BNA

### Un joyau architectural



C'est une véritable merveille que vient de réaliser l'agence foncière de Ghardaïa en érigeant une agence locale BNA, qui abritera également la direction régionale. Implantée sur l'artère principale de la ville, elle a été conçue suivant les normes internationales. C'est une succursale moderne, sur 4 niveaux, où architecture moderne et traditionnelle font bon ménage.

Construite avec les matériaux locaux, elle a su préserver le cachet de la vallée du M'zab, avec son pavage en pierre et ses portes en bois de palmier. Trois logements de fonction haut-standing accompagnent ce joyau. Tout a été prévu pour le bon fonctionnement de cette nouvelle institution, unique en son genre au Sud : des coffres en sous-sol ultramodernes avec accès aux véhicules blindés. Certaines indiscretions parlent de son inauguration prochaine par le président de la République.

Un "site" supplémentaire à visiter. Cela mérite le détour.  
R. R.

## BOUIRA

## Des villageois ferment le siège de l'APC d'Ouled Rached

Des citoyens du village Ouled-Abdellah ont procédé, samedi dernier, à la fermeture du siège de l'APC d'Ouled-Rached, daïra de Bechloul, à 30 km au sud-est de Bouïra, pour protester contre, selon les dires de quelques protestataires, la marginalisation de leur village.

En effet, d'après eux, leur village, qui est pourtant situé à moins de 2 kilomètres de l'APC, est dépourvu de toutes les commodités, à savoir l'absence totale de pistes carrossables, le manque d'eau potable, d'éclairage et d'assainissement. En outre, un autre problème des plus cruciaux a surgi ces derniers temps au sujet de aides à l'habitat rural. L'APC, qui a programmé au niveau de ce village l'habitat groupé, a désigné l'assiette de terrain qui devait accueillir ce programme de 20 logements. Pour ce faire, des démolitions ont été faites afin de préparer le terrain.

Malheureusement, nous diront quelques villageois, jusqu'à ce jour, le projet des 20 logements de l'habitat groupé n'a pas encore démarré bien que des citoyens aient accepté à l'époque de démolir leurs demeures et d'attendre la construction des nouvelles. Contacté par téléphone, le P/APC qui a reconnu la présence d'une centaine de villageois devant le siège de

l'APC, nous dira que le village Ouled-Abdellah est considéré comme le mieux loti au niveau de sa commune. Au sujet de la présence de ces villageois, notre interlocuteur dira que c'est devenu une habitude chez eux. A chaque début d'année, ils viennent exercer des pressions pour arracher des projets, en oubliant que l'APC possède plusieurs villages et qu'elle doit distribuer les projets équitablement. En outre, même s'il reconnaît la justesse de leurs revendications, le P/APC rappelle que le manque d'eau au niveau du village est dû à la destruction de la station de pompage par leurs enfants.

Enfin, concernant le projet de 20 logements ruraux, le P/APC dira que le promoteur qui avait entamé les travaux de plate-forme en 2000 a quitté les lieux après que les habitants de cette localité eurent procédé à la vente de la pierre récupérée de la démolition des vieilles habitations. Dans les clauses de contrats signés avec la DLEP, le promoteur devait récupérer les pierres et les réutiliser dans la construction des nouvelles bâtisses.

"Actuellement, 6 années après cet incident, l'APC a réussi à trouver un promoteur qui s'est engagé à construire ces 20 logements", conclut le P/APC d'Ouled-Rached.

Y. Y.

## L'ex-brigade de la gendarmerie de Bouzeguene transformée en cité administrative

Détruite à 90% durant les événements du Printemps noir par les émeutiers au lendemain de son démantèlement, l'ex-brigade de la Gendarmerie nationale de Bouzeguene, responsable de l'assassinat de trois jeunes manifestants au chef-lieu, connaît actuellement des travaux de réhabilitation pris en charge par l'OPGI en sa qualité de propriétaire de ce bien de l'Etat considéré alors par les manifestants comme un symbole du pouvoir répressif.

Une fois achevé, ce bloc de quatre appartements, à la cité des 56- Logements, servira de cité administrative à la commune. Il sera affecté aux services qui parasitent jusque-là le fonctionnement des services municipaux de par leur situation dans l'enceinte de l'APC, essentiellement la recette des impôts et la subdivision agricole et éventuellement les services de l'hydraulique ou la SUCH, confie le maire.

Après sa démolition, ce bien de l'Etat a été intégré au patrimoine de la commune sur décision du wali datant d'avril 2002, décision insérée au recueil des actes administratifs de la wilaya, est-il mentionné dans l'arrêté portant transfert de la structure à la commune.

En amont de la ville, plus précisément à la cité des Pompiers, des travaux similaires sont lancés en vue de la réfection du bloc B des 20 logements OPGI dont la moitié avait été affectée au ministère de la Défense en vue d'abriter le nouveau siège de la brigade de gendarmerie dont on projetait le transfert dans ce site où lui furent réservés 10 loge-

ments qui avaient également subi l'ire des manifestants. Pour l'heure, on ignore encore le sort qui sera réservé à ces logements une fois réhabilités. Seront-

## Souscriptions spéciales au congrès du RCD

Les militants locaux du RCD sont à pied d'œuvre pour préparer le 3<sup>e</sup> congrès de leur parti, prévu les 8 et 9 février, dans un lieu qui reste à déterminer. Carnet de souscriptions en main, l'ex-P/APC de la commune de Bouzeguene sillonne les différentes artères de la ville ciblant les commerçants, entrepreneurs et autres artisans dans le but de collecter

ils affectés dans le cadre social ou mis à la disposition de la police, comme le laisse entendre une source de la commune

S. Hammoum

des fonds nécessaires à la tenue de cet événement qui devait avoir lieu en novembre dernier avant d'être reporté faute de site adéquat. Selon notre interlocuteur, abordé mardi dernier en début de soirée, l'opération se déroule dans de bonnes conditions et aucun citoyen ciblé par la collecte n'a esquissé un refus.

S. H.

## TIZI N'TLETA

## Cinq membres de l'APC sur neuf retirent leur confiance au maire

Cinq membres de l'Assemblée populaire communale sur 9 retirent leur confiance au P/APC en raison de 7 griefs énumérés dans leur déclaration où l'on relève l'inscription des PCD sans l'aval de l'Assemblée, le non-respect des délégués, l'attribution des marchés en infraction avec les règlements en vigueur, la mauvaise gestion du personnel, l'attribution des aides à l'autoconstruction à l'insu des élus et des 22 logements sociaux aux citoyens ne figurant pas sur la liste... La déclaration en notre possession est signée par 2 élus RCD, 2 RND et par le 2<sup>e</sup> vice-président, un élu FLN, qui reproche au P/APC de ne pas respecter ses promesses électorales et les engagements pris lors de son investiture et de la constitution de la majorité où il était question d'une gestion collégiale et transparente impliquant tous les partis politiques représentés à l'Assemblée.

A l'opposé de ses engagements, le P/APC monopolise le pouvoir de décision, selon le 2<sup>e</sup> vice-président, qui s'est retrouvé à faire de la figuration. A moins d'un changement à la tête de l'exécutif qui doit se traduire, bien évidemment, par une gestion collégiale et transparente, les contestataires se déclarent prêts à bloquer l'APC.

B. T.